



## Résolution du Comité d'Entreprise Européen d'ENGIE Séance du 10 mars 2022

*Contre la guerre en Ukraine  
Pour une paix durable dans le Monde*

Les membres du Comité d'Entreprise Européen condamnent fermement l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations Unies. Cette décision a fait basculer les relations internationales dans une période instable et dangereuse.

Une paix durable en Europe passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples.

Nous tenons à exprimer tout d'abord notre solidarité avec le peuple ukrainien, ainsi qu'à toutes les femmes et tous les hommes qui chaque jour souffrent dans des conflits de guerre ouverte dans le monde.

Ce conflit ouvert en Ukraine depuis 2014, qui vient de s'intensifier lourdement depuis deux semaines, met à mal la sécurité et la stabilité de l'Europe et tout particulièrement celles des pays frontaliers de l'Ukraine et de la Russie, dont certains sont membres du Comité d'Entreprise Européen d'ENGIE : la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie.

Les membres du Comité d'Entreprise Européen, tiennent tout particulièrement à exprimer leur solidarité avec tous les collègues et les salariés des filiales du Groupe ENGIE situées dans ces pays, qui sont directement impactés par cette terrible situation.

Nous rappelons que les travailleurs et les citoyens russes et biélorusses ne sont pas nos ennemis et nous sommes aux côtés de ceux qui s'opposent courageusement à la guerre, bravant la répression politique dans leurs pays.

Aux côtés de nos organisations syndicales en Europe, nous appelons à une désescalade du terrible conflit en cours et à la nécessité de trouver une solution pacifique au travers du dialogue et de processus politiques, seuls garants d'une sortie de crise durable et garantissant la sécurité des territoires et des populations.

Les populations, les travailleurs sont les seuls à payer au bout du compte le prix des guerres impérialistes et nationalistes. Les conflits nourrissent des intérêts qui ne se combinent pas avec l'Europe sociale que nous souhaitons construire depuis plusieurs générations.

La voie vers une paix à long terme passe par la diplomatie, un désarmement négocié, le financement de plans pour la justice sociale et climatique qui devrait être la priorité des Etats plutôt que la relance des budgets militaires.

Paris le 9 mars 2022